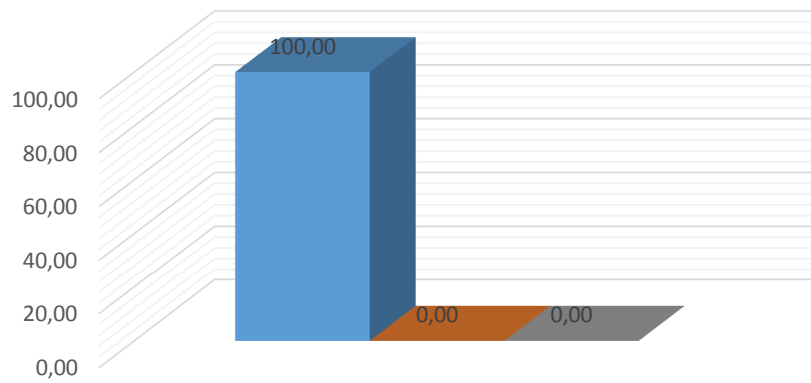


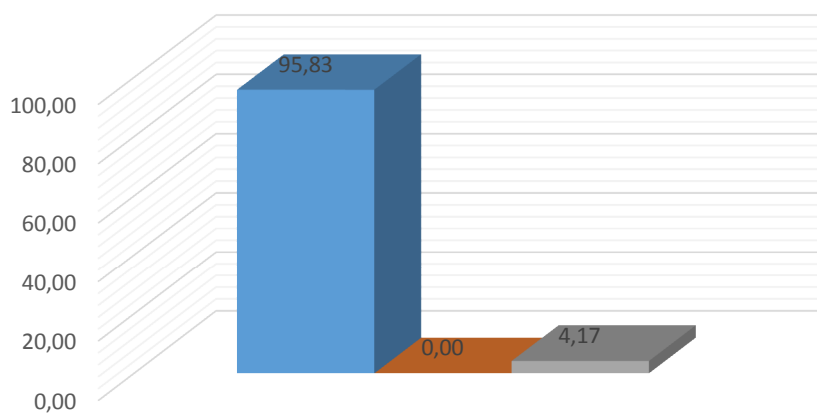
1.2-a) institutionnalisation de la concertation avant toute prise de décision majeure dans la gestion des affaires publiques.

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



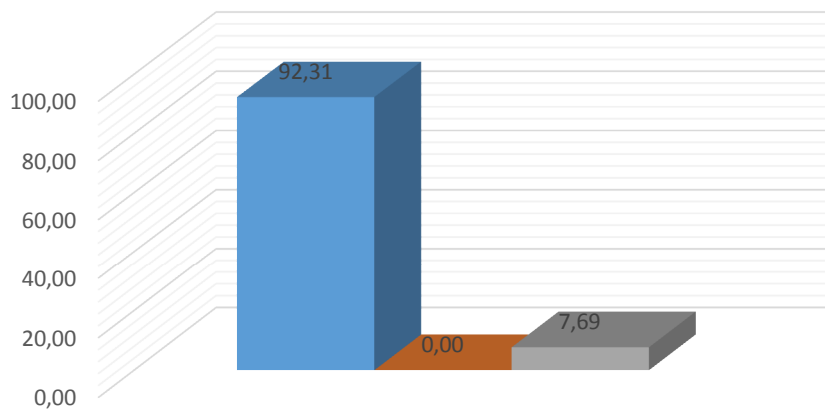
1.2-b) droit accordé aux citoyens d'adresser des pétitions aux autorités en vue de défendre leurs droits ou de dénoncer s'il y a lieu les actes illégaux ou les abus de pouvoir.

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



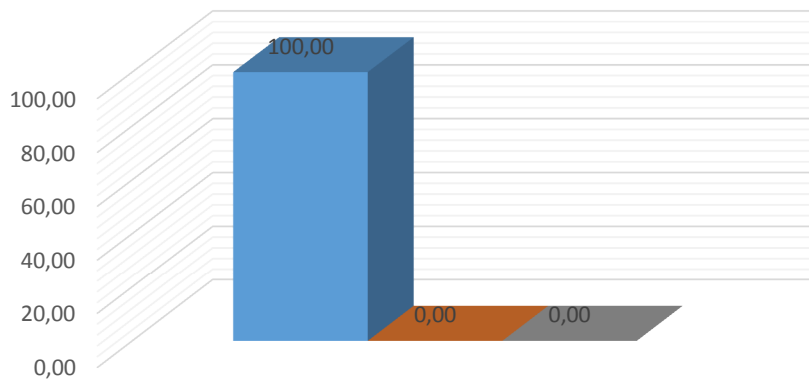
1.2-c) reconnaissance du droit d'initiative populaire dans la procédure législative ;

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



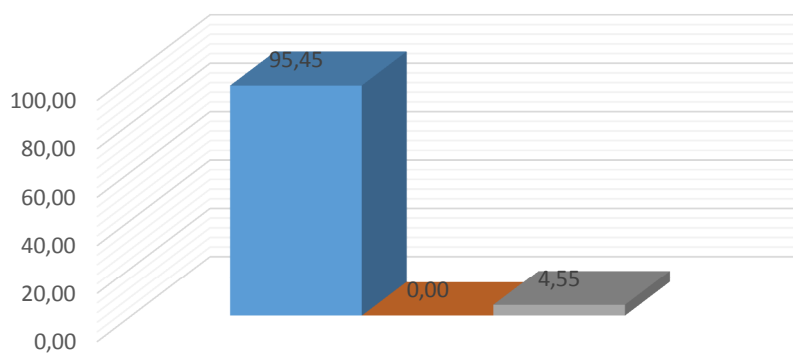
1.2-d) droit reconnu aux citoyens d'initier un référendum sur des questions d'intérêt national.

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



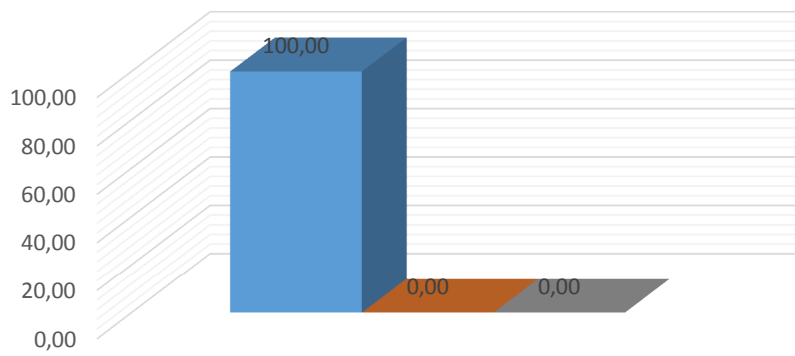
1.2- e) égal accès de tous aux services publics, aux ressources publiques et aux fonctions publiques garanti par la Constitution.

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



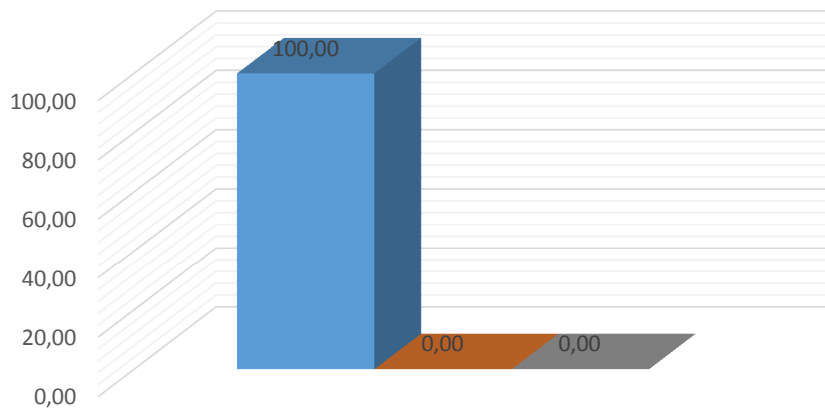
2.1-a. droit pour les citoyens de saisir, à tout stade de la procédure, le Juge constitutionnel par la procédure de l'exception d'inconstitutionnalité dans les affaires qui touchent aux droits et libertés fondamentaux des citoyens.

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



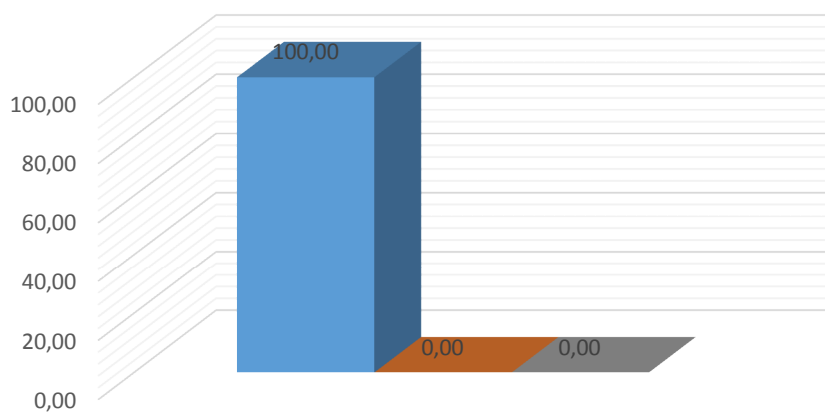
2.1-b. intérêt à agir et droit de saisine de la juridiction compétente élargi aux organisations de défense des droits humains et environnementaux dans les affaires qui touchent aux droits, libertés et biens publics.

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



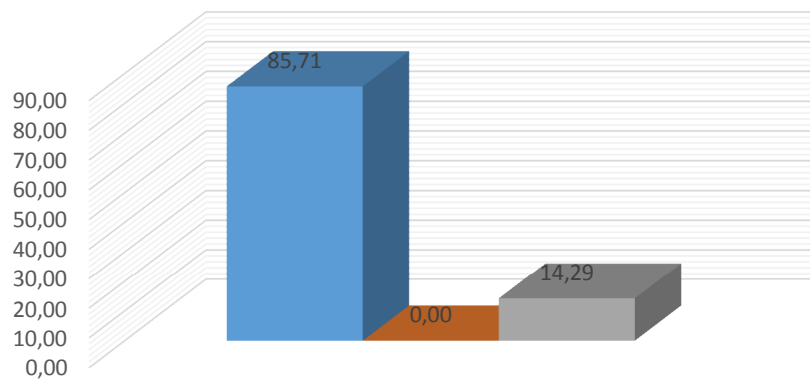
2.1 c. Tout prévenu peut bénéficier de l'assistance d'un avocat dès la garde à vue

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



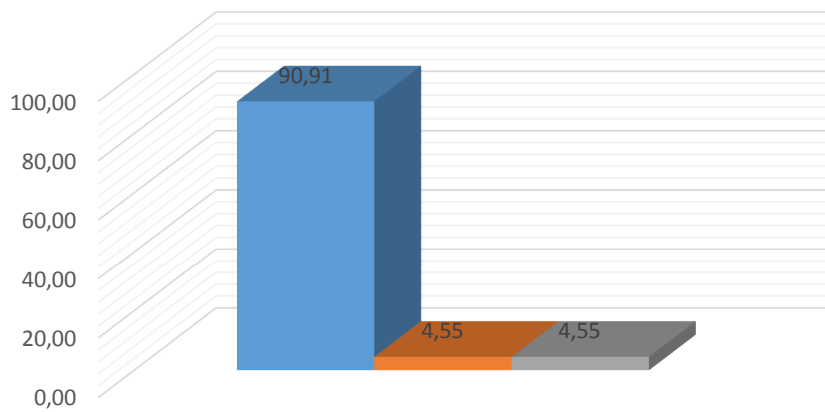
2.1 d. égal accès à l'information administrative garanti aux citoyens

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



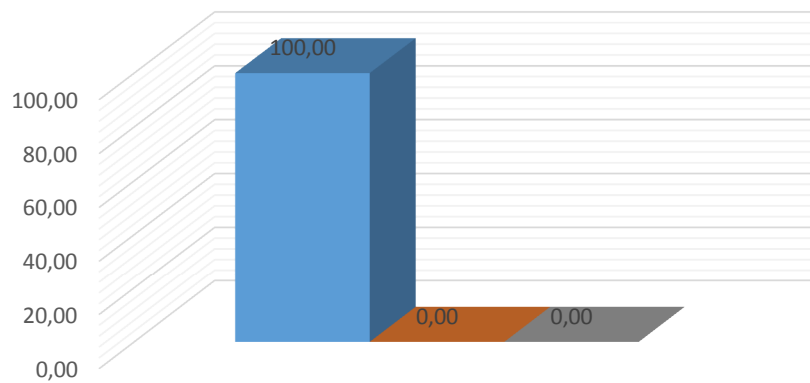
2.1 e. les principes fondamentaux des droits et libertés et tout changement dans ce domaine feront nécessairement l'objet d'un vote par référendum

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



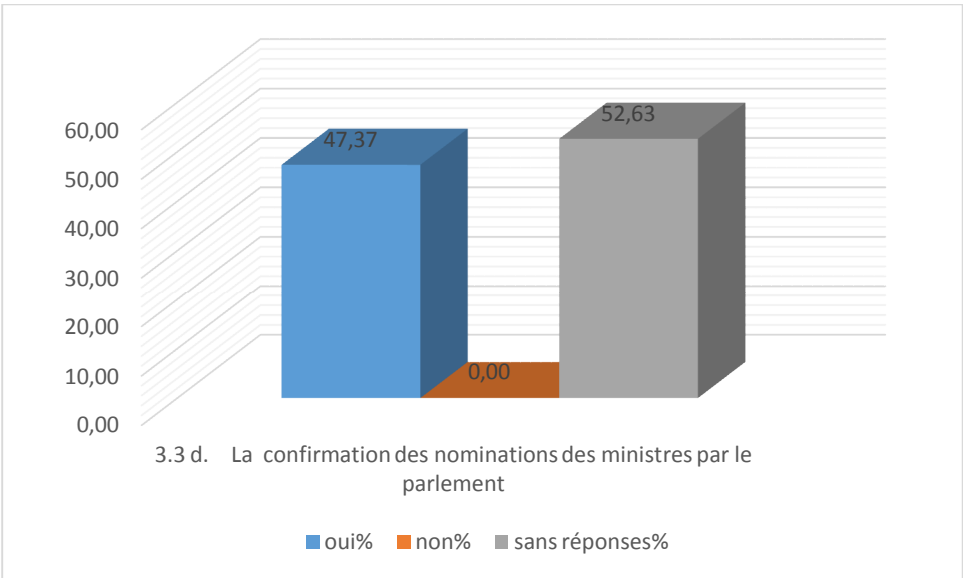
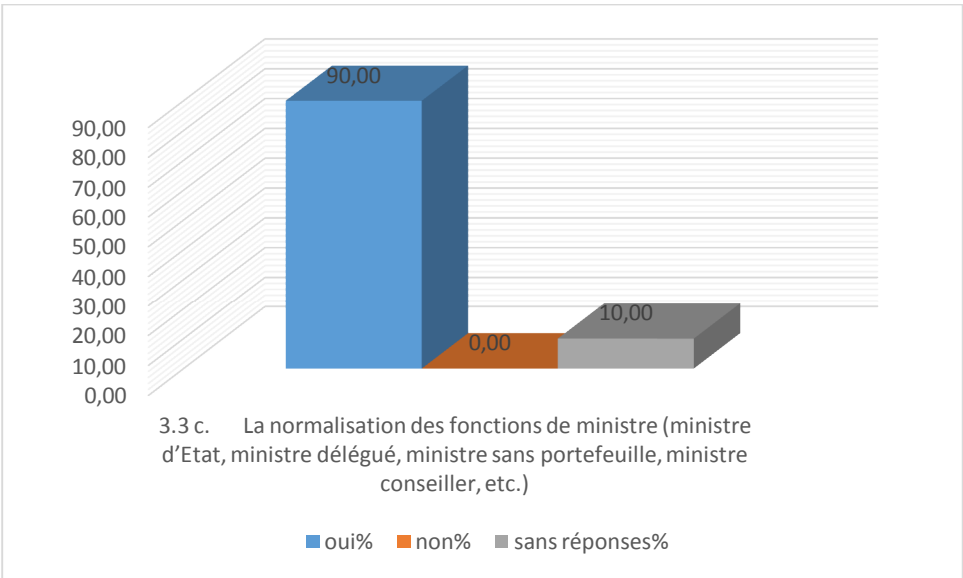
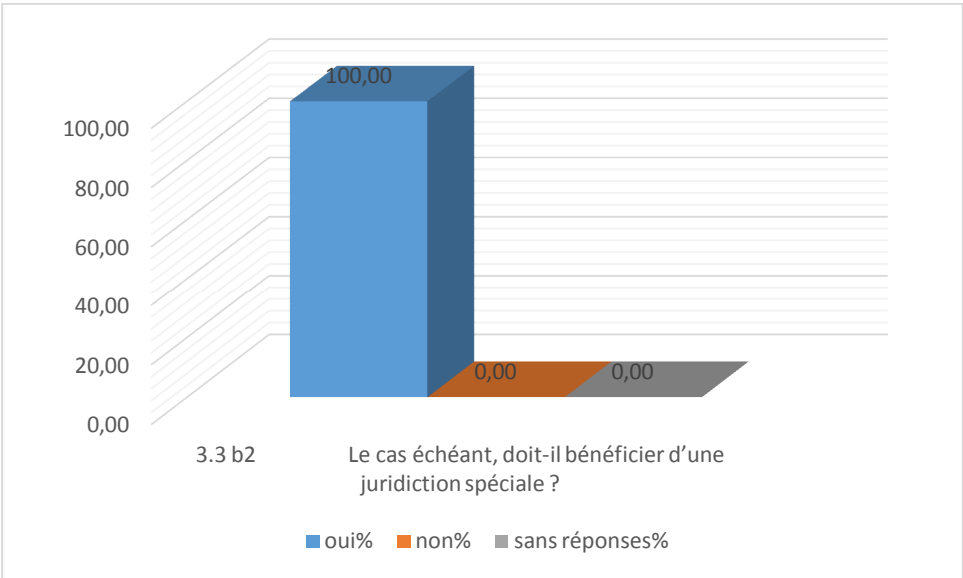
3.3 a. Le Président de la République, une fois élu, cesse d'être chef de parti

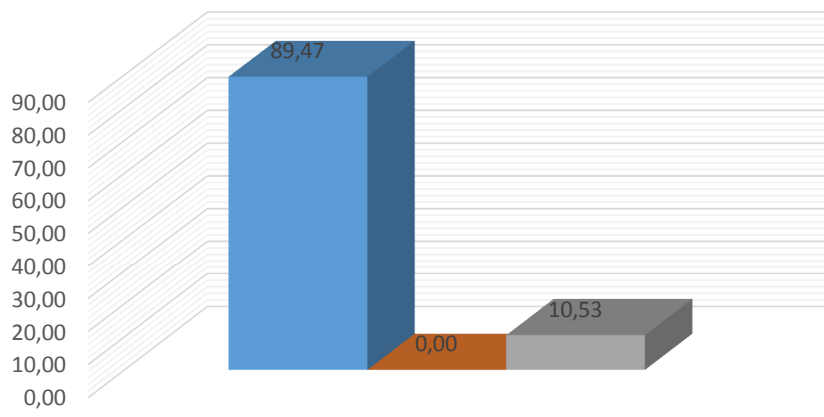
■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



3.3 b. Le Président de la République est passible de poursuites judiciaires s'il commet des crimes et délits caractérisés dans l'exercice de ses fonctions

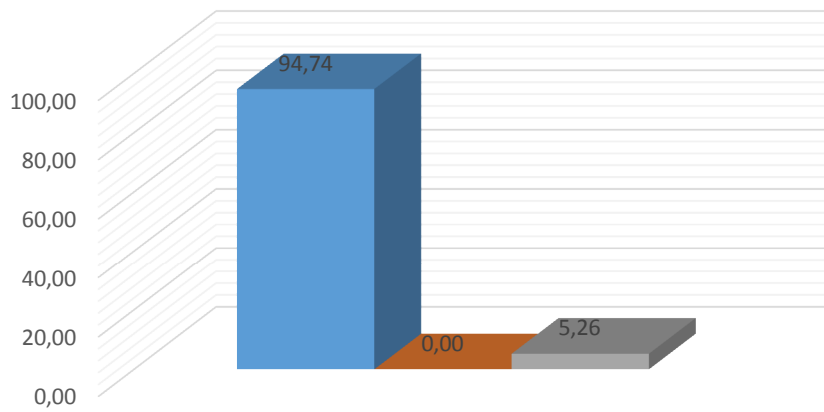
■ oui% ■ non% ■ sans réponses%





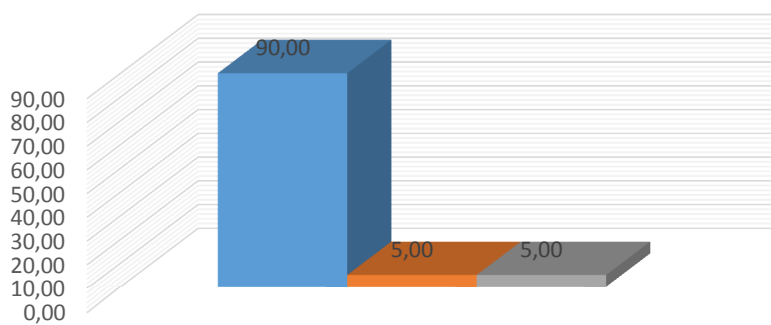
3.3 e. limitation formelle du nombre de départements ministériels

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



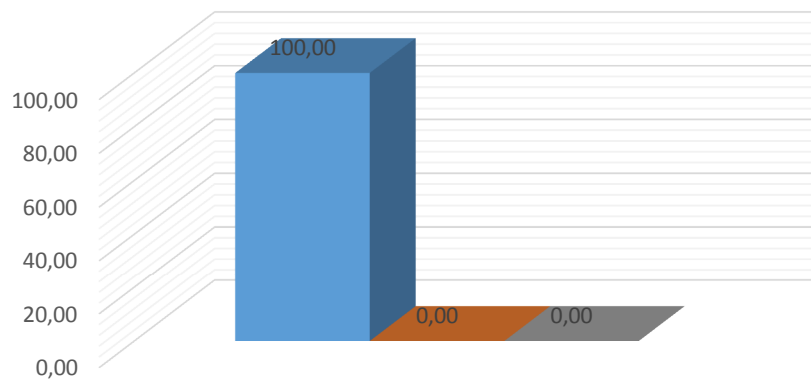
3.3 f. suppression de la plupart des agences et leur incorporation dans les ministères appropriés

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



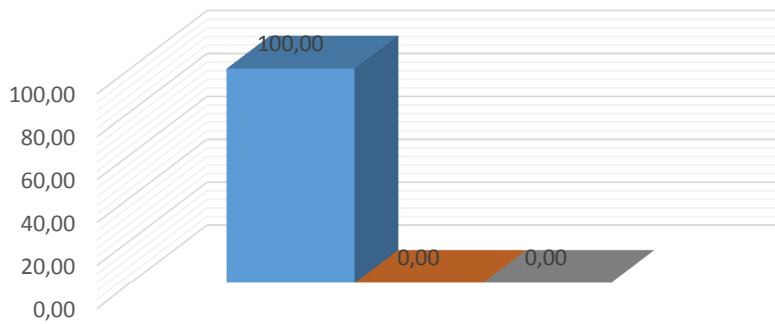
4.4 a. la déclaration de patrimoine par les membres du gouvernement, les directeurs des services nationaux, les directeurs généraux des entreprises nationales et des établissements publics ou semi-publics, et les gestionnaires de deniers publics au

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



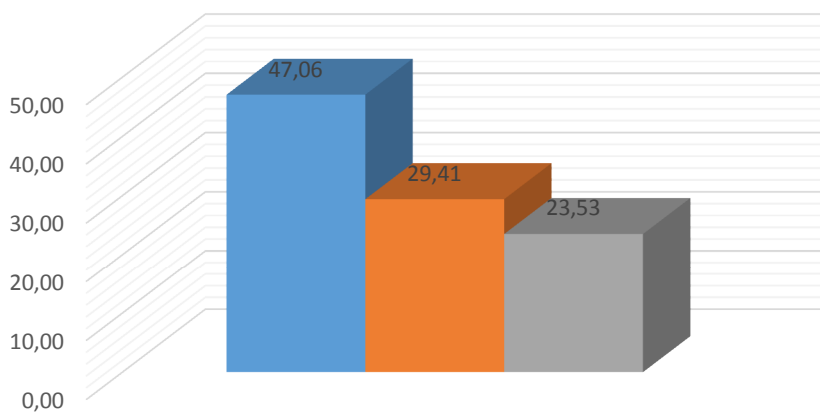
4.4 b. l'appel à candidature est généralisé et systématisé pour les emplois de haute direction dans la fonction publique et le secteur parapublic.

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



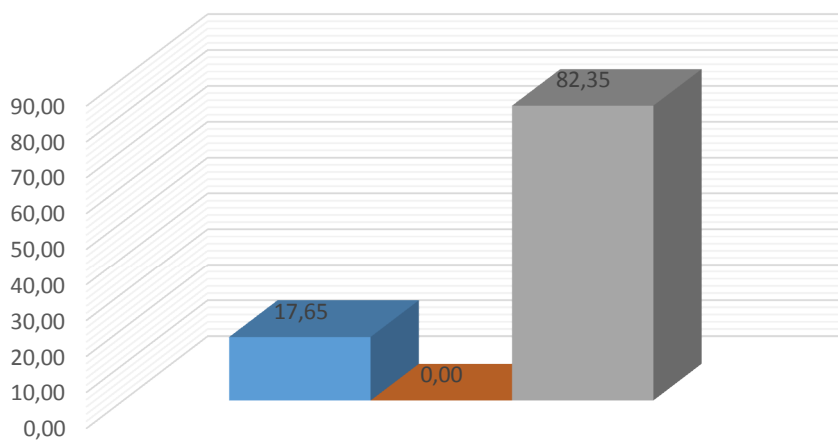
4.4 c. La détermination de pourcentages minimum dans le budget national aux dépenses des secteurs de l'éducation, la santé et l'agriculture. Corrélativement, la fixation de plafond pour les dépenses de représentation des pouvoirs publics ( président

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



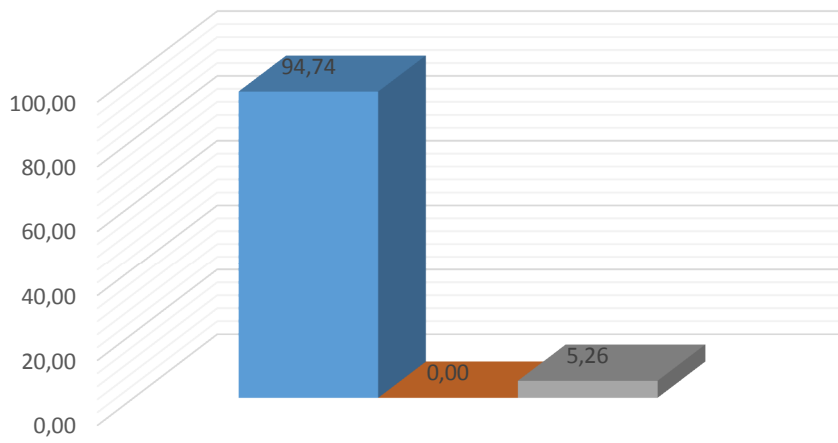
5.1 a. L'âge requis pour être candidat à l'élection présidentielle sera de :

■ 35-70 ans ■ 35-75 ans ■ SANS REPONSES



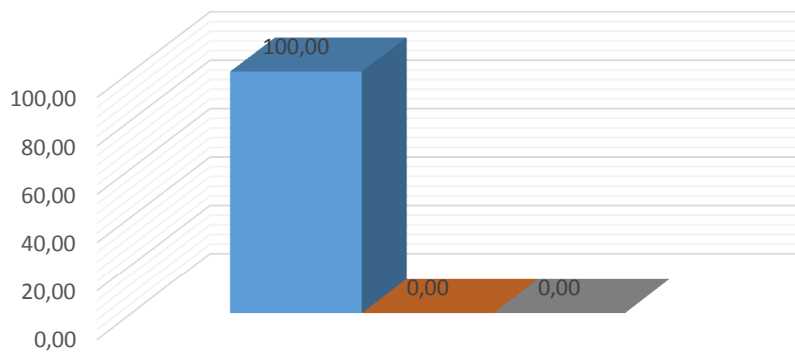
5.3 introduire le second tour pour les élections législatives

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



5.4 fixer un nombre optimum de députés au Parlement

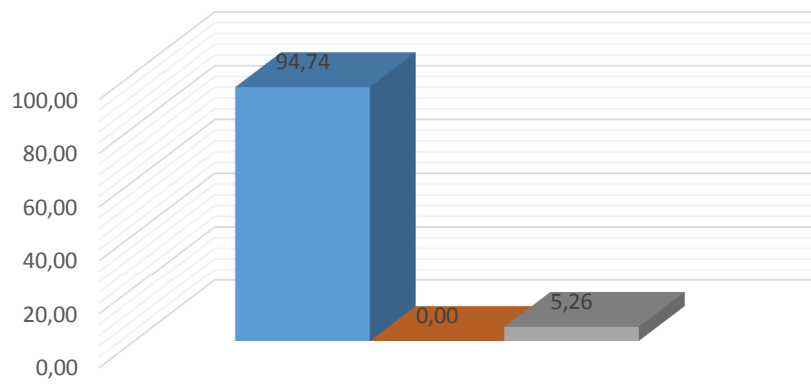
■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



5.5 nationalité exclusivement sénégalaise devrait-elle être exigée pour certaines fonctions de l'Etat (en plus de la fonction de Président de la République, où cela est déjà la règle)

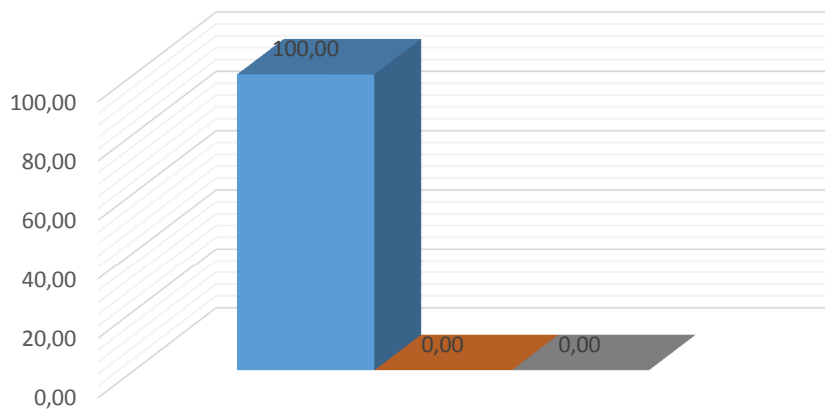
■ oui% ■ non% ■ sans réponses%





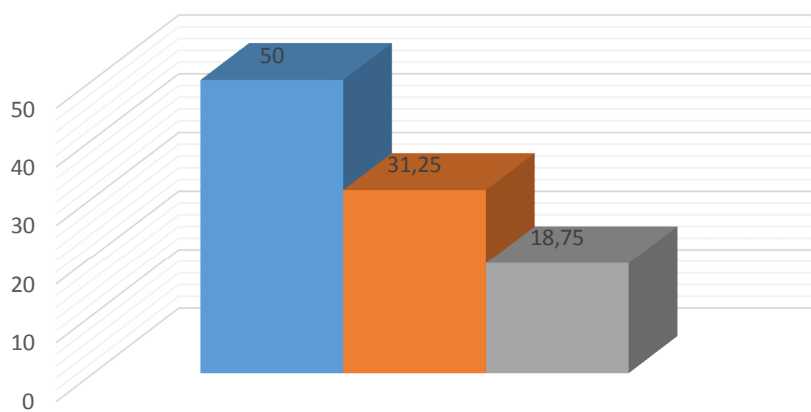
5.8 La constitution doit garantir aux candidats indépendants la libre participation à tous les types d'élection y compris locale

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



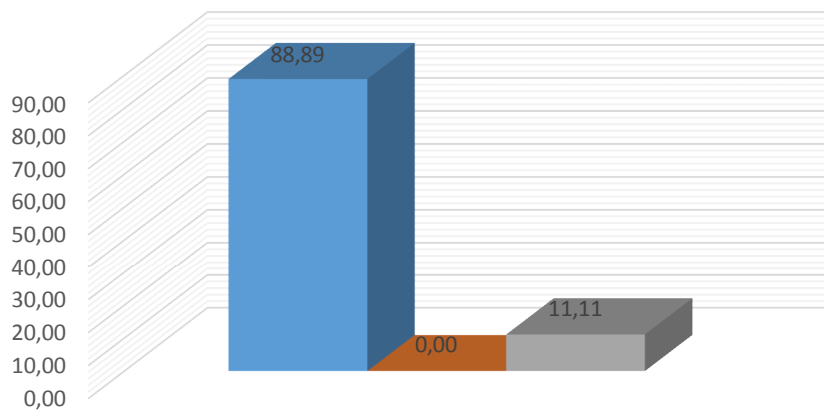
5.9 Les maires et présidents de collectivités locales doivent être élus au suffrage universel direct ?

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



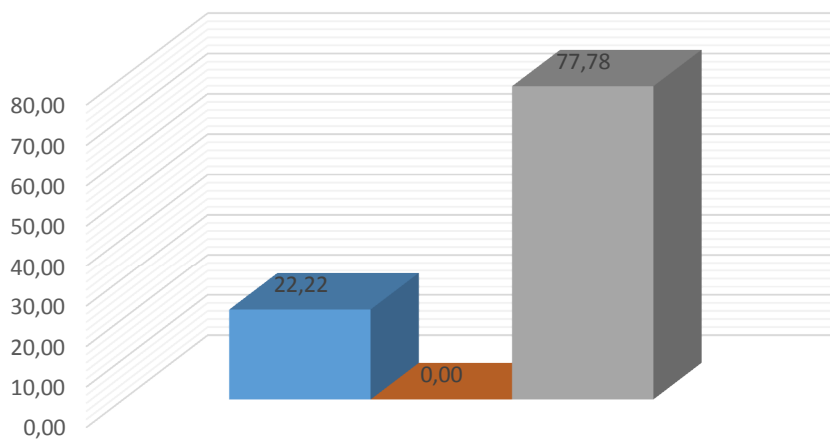
5.9.1 Les maires et présidents de collectivités locales doivent être élus au suffrage universel direct :

■ Comme têtes de listes ■ Séparément ■ SANS REPONSES



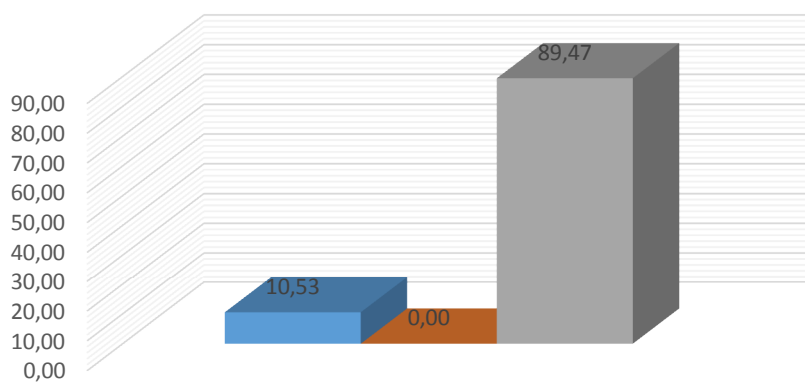
5.10 a La Constitution doit adopter un statut de l'opposition et consacrer un Chef de l'opposition

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



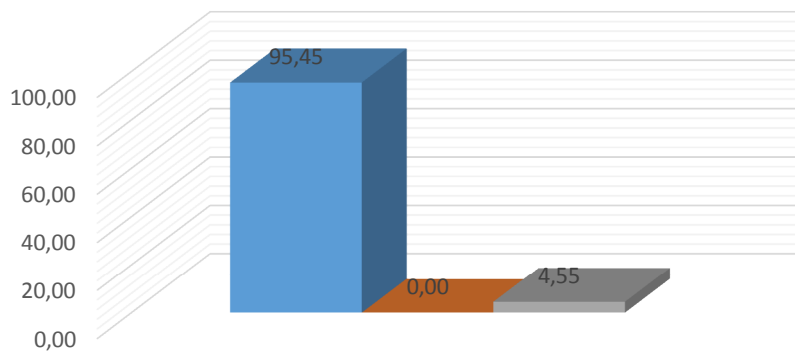
5.10 b Vote des militaires et paramilitaires

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



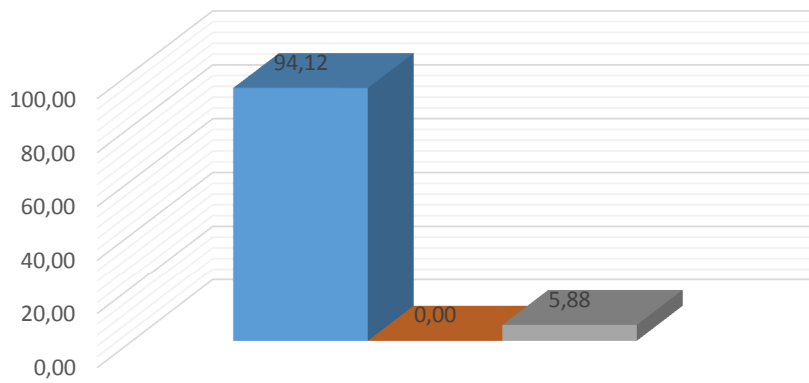
5.10 c Parité pour toutes les fonctions électives ou pour certaines seulement (dans ce cas, lesquelles ? Lister les propositions dans la colonne « observations »)

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



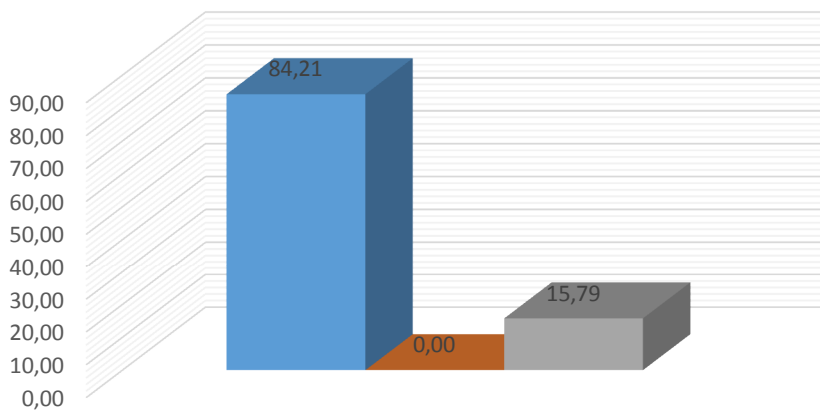
5.10 d Suppression du cumul des mandats entre certaines fonctions exécutives et fonctions électives (maire et président de l'Assemblée nationale, ministre et maire, ministre et président de collectivité locale, etc.)

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



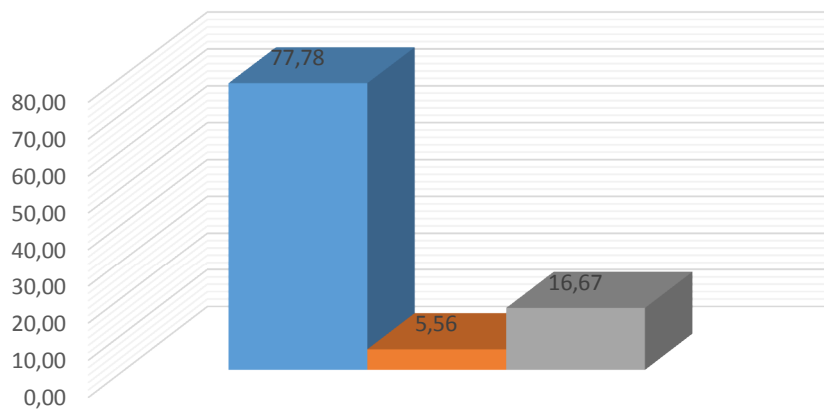
5.10 e Stricte limitation du cumul de mandats et du nombre de mandats successifs pour toutes les fonctions électives

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



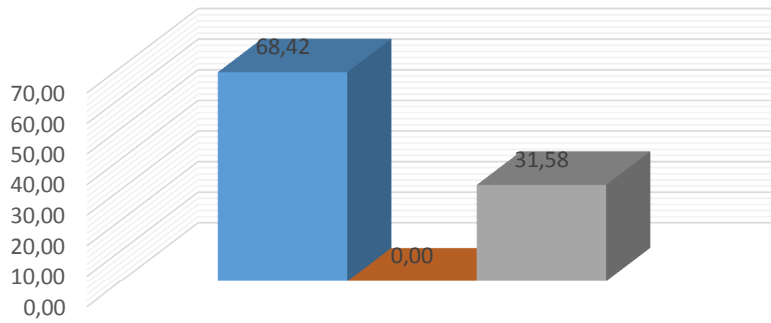
5.10 f Impossibilité pour un proche parent du Président de la République de lui succéder immédiatement

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



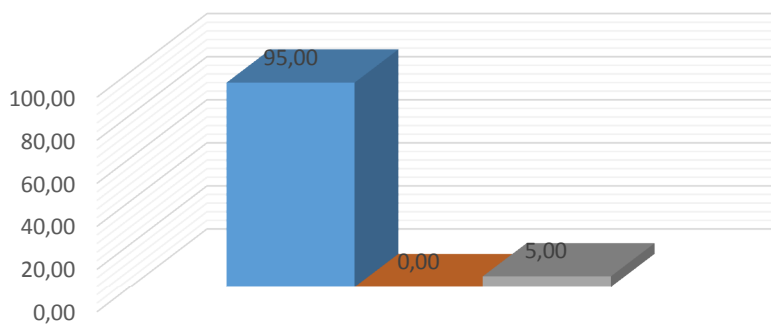
5.10 g Représentation des Sénégalais de l'extérieur au Parlement

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



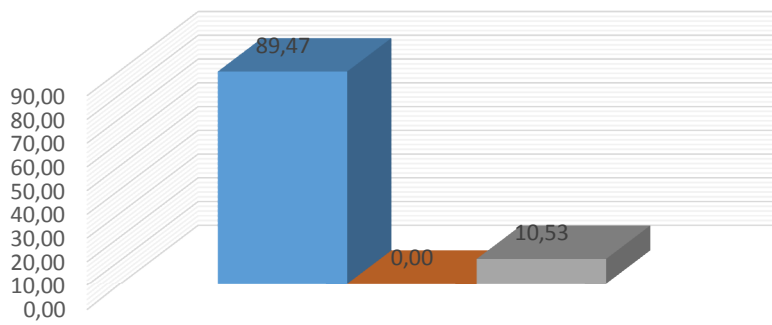
5.10 h Remboursement par l'Etat des dépenses des cinq (ou plus ou moins) premiers partis politiques (sous réserve qu'ils aient recueilli au moins 10% des suffrages exprimés dans les élections présidentielles, législatives ou municipales) et sur la ba

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



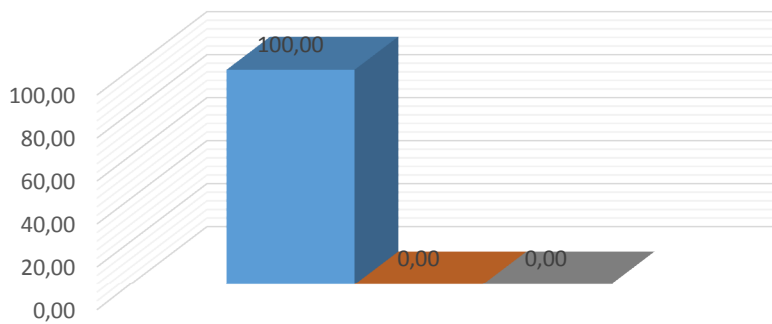
5.11 a une autorité indépendante, ayant notamment pour fonctions, à l'exception du contentieux juridictionnel, la préparation et l'organisation des consultations électorales et référendaires, la gestion des listes électorales, les affaires concernant

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



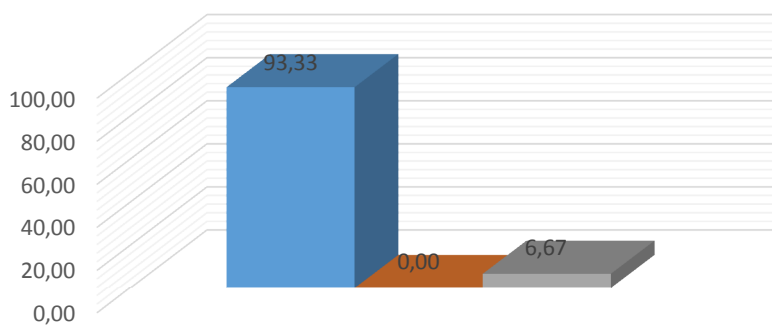
5.11 b une autorité chargée du pluralisme médiatique, organisme de régulation des médias, y compris ceux du service public, doté de pouvoirs et de moyens de sanction réels. Il est composé de membres choisis parmi les membres désignés par les organes

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



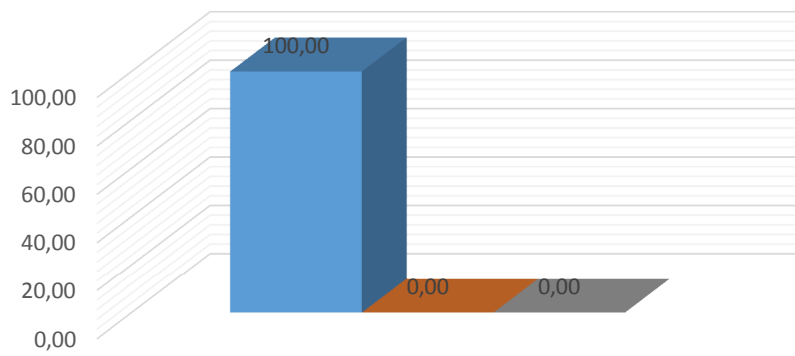
5.11 c un haut conseil des collectivités locales (HCCL), qui a pour mission d'étudier et de donner un avis motivé sur toute politique de développement local et régional. Le haut conseil des collectivités locales peut faire des propositions au Gouve

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



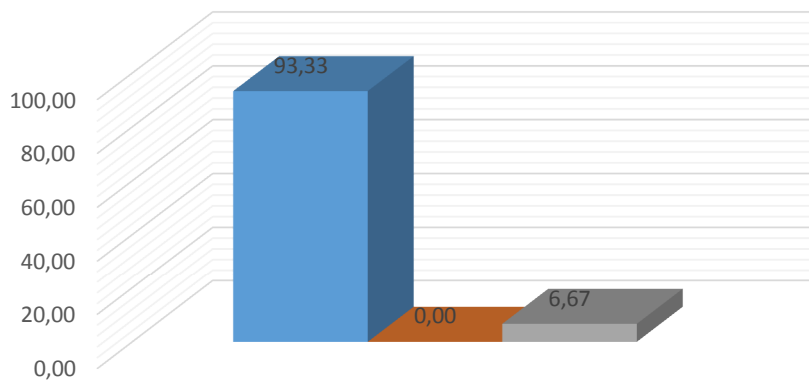
5.11 d un conseil représentatif des sénégalais de l'extérieur, qui est saisi par le Gouvernement ou le Parlement sur toutes les lois ou dispositions réglementaires touchant la condition de vie des sénégalais de l'extérieur et leur réinstallation au r

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



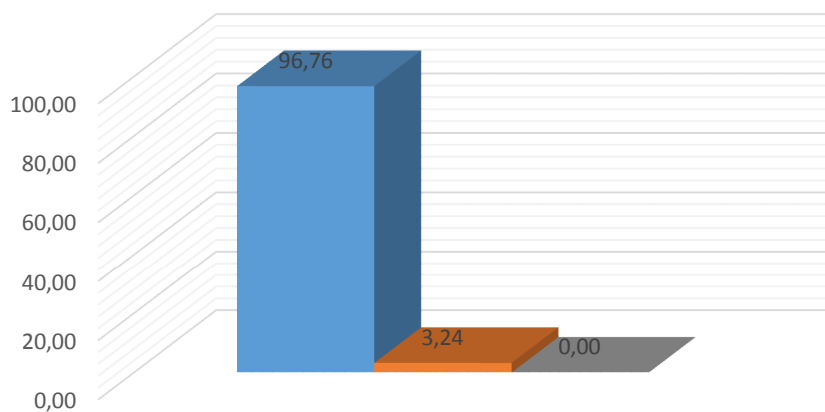
5.11 e un organe de lutte contre la corruption doté d'un pouvoir d'auto-saisine et d'un pouvoir d'action directe en justice, composé de personnalités indépendantes choisies par leurs organes respectifs d'affiliation.

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



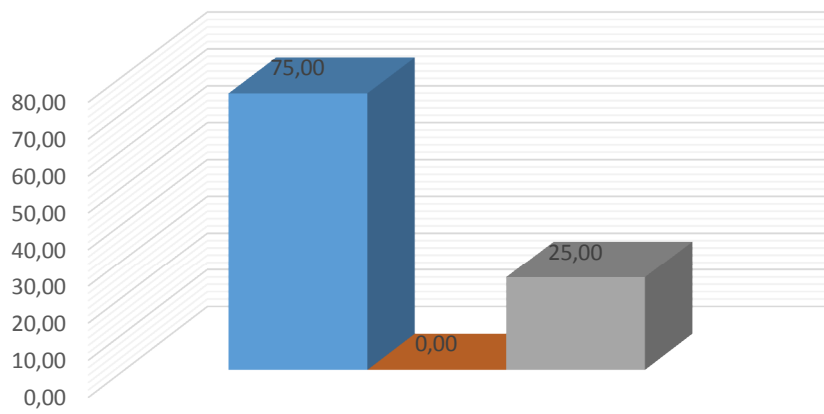
6.2 Un nouvel organe à la place du CNDS (Comité National du Dialogue Social) avec des fonctions et/ou compétences renforcées

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



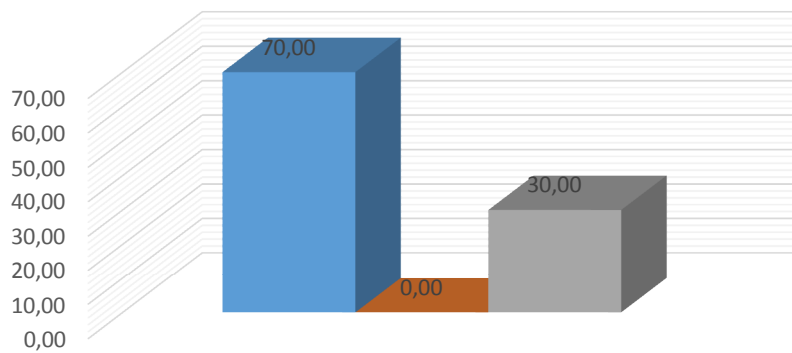
7.2a Compétences à retrancher de celles accordées aux collectivités locales?

■ Santé et Education ■ Autres secteurs ■ sans réponses%



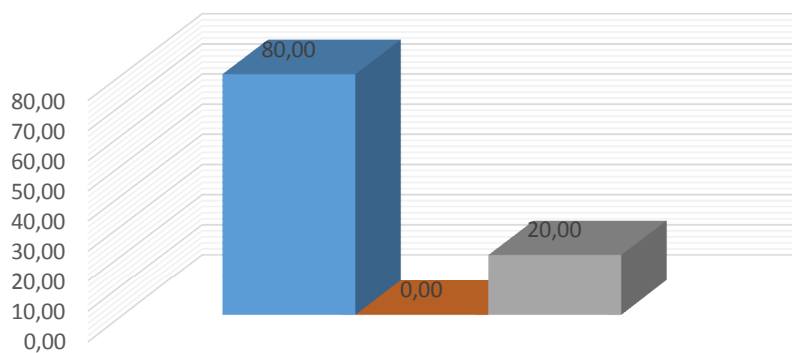
7.3 a. transformation de toutes les communautés rurales en « communes » (Communalisation) ? Et comment ?

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



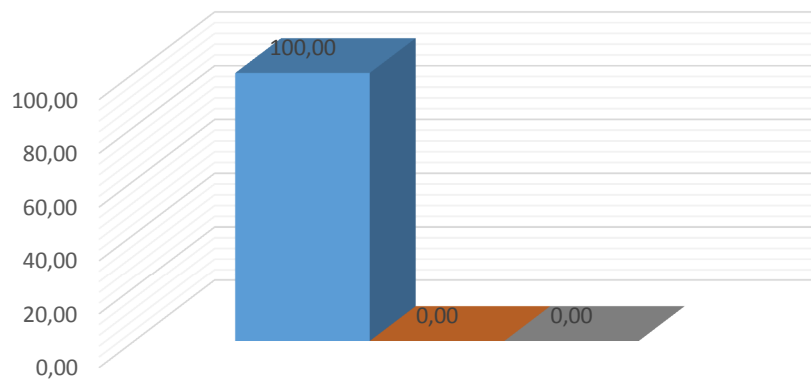
7.3 .b création de conseil départemental (conseil général) accordé aux citoyens d'adresser des pétitions aux autorités en vue de défendre leurs droits ou de dénoncer s'il y a lieu les actes illégaux ou les abus de pouvoir.

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



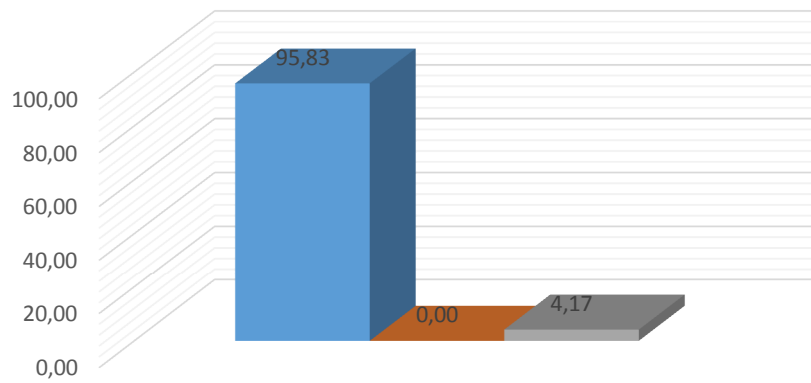
7.3 c. toute création ou extension de compétences ayant pour conséquence d'augmenter les dépenses des collectivités locales soit accompagnée de ressources déterminées par la loi ;

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



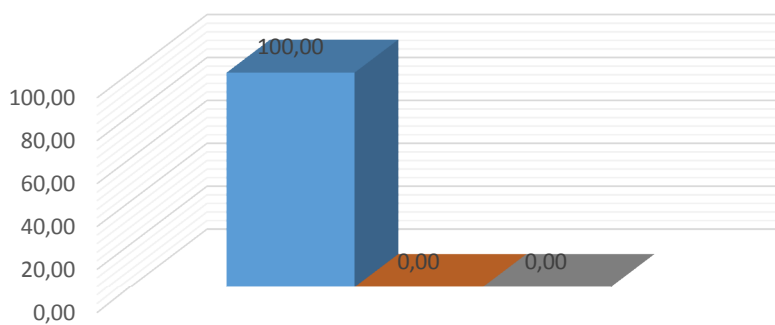
8.1 a. l'État est neutre dans les affaires religieuses et confessionnelles, et il est équidistant par rapport aux communautés religieuses

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



8.1 b. l'Etat ne doit pas intervenir dans les affaires religieuses et confessionnelles et, inversement, les autorités religieuses ne doivent pas exercer d'emprise sur l'Etat

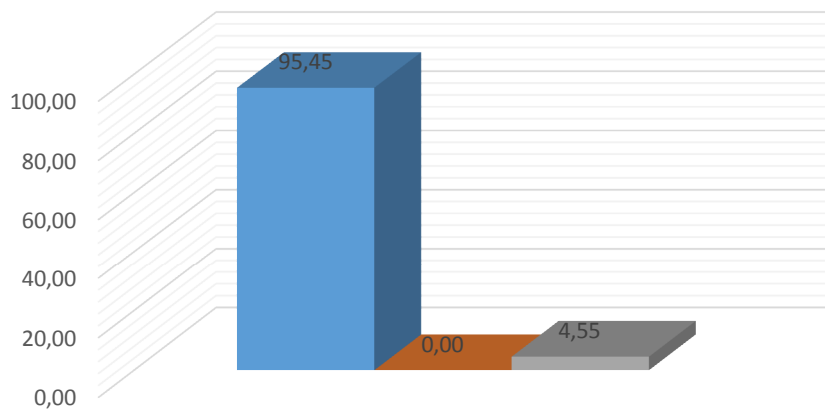
■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



8.1 c. L'État a le devoir d'assister les institutions religieuses de manière équitable, transparente et sans discrimination aucune, dans des conditions déterminées par la Loi et dans le strict souci de préserver et de garantir la paix sociale et l'u

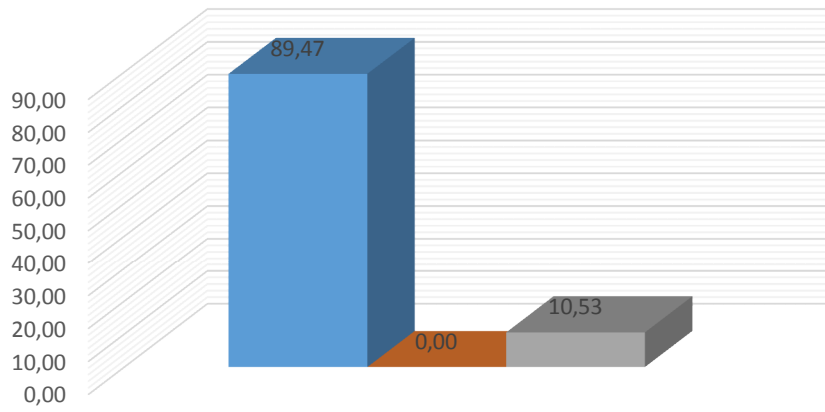
■ oui% ■ non% ■ sans réponses%





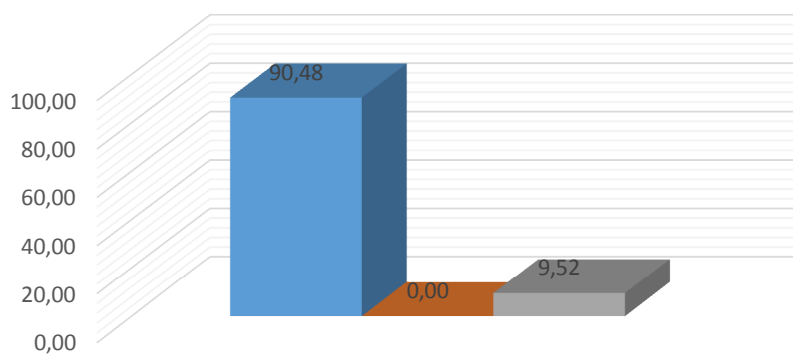
8.1 d. L'enseignement religieux est dispensé à l'école publique à la demande des parents

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



10.2 Faut-il prévoir, dans la constitution des domaines non révisable

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%



10.3 Faut-il prévoir dans la constitution des domaines uniquement révisable par référendum, faut-il organiser un référendum afin de pouvoir intégrer les révisions constitutionnelles actuellement en discussion

■ oui% ■ non% ■ sans réponses%

